

# Vulnérable Démocratie ?

Par Madame Françoise THIBAUT, Professeur émérite

*Démocratie*, le mot est là, aimable et familier....Que signifie-t-il vraiment ?

Il nomme une voie de pensée collective, une pratique, une institutionnalisation souvent maladroite des choix accordés aux individus *pour organiser le « vivre ensemble »*, se gérer en dehors de la violence. Une démocratie est en principe l'art de se gérer ou d'être géré en dehors de la violence. Elle est, comme l'exprima en son temps Claude Lévi-Strauss « un désir » de paix et d'harmonie sociale. Ce désir, cet espoir à peine matérialisé, tend à se déliter car il introduit, avec cet objectif de paix, les possibles oppositions à l'objectif proposé. La Démocratie c'est unicité et diversité en une même démarche.

La gestion automatisée, hyper rapide, de moyens de penser et mettre en œuvre la gestion collective de sociétés est-elle violente à l'humain, détruit-elle irrémédiablement l'objectif fondateur de la Démocratie ?

Nous en sommes encore, dans les systèmes sociaux occidentaux (ou d'inspiration européen-américain), en particulier en France, à la belle version monolithique de la Démocratie, telle qu'elle fut « rêvée » au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Mais deux siècles plus tard, les sociétés humaines ont évolué vers le grand nombre, la massification en se subdivisant de manière quasi illimitée, dans une incontrôlable diversité des groupes. Une définition univoque de la Loi n'est plus possible ; le principe de 1793 : une Nation, une Loi, un seul langage, une administration unique, *la même pour tous*, n'est plus possible. Le concept contenait une volonté égalitaire qui n'est plus praticable. La Démocratie s'est embourbée dans la complexité lente et répressive. La technologie galopante, capable de faire des choix opportuns dans l'instantanéité est-elle la solution ? Ou « une » solution ?

Dans le délitement actuel, l'incohérence, les contradictions, n'y a-t-il pas une recherche éperdue d'*un nouveau formalisme démocratique* ? Mais lequel ?

La démarche est complexe et doit être prudente sans être timorée. On ne sait jamais quelle sera la réaction humaine, *le ressenti* d'une population ou d'une de ses composantes. L'équilibre à trouver se situe probablement entre la fermeté et la tolérance. Envoyer des troupes contre des agriculteurs en colère est plutôt un aveu de faiblesse ; ne rien répondre est considéré comme une lâcheté, du mépris ; écouter, consulter rapidement, donner une partie de la réponse en préparant un avenir plus serein est mieux.

Par ailleurs, le pouvoir en place semble brusquement découvrir la présence de l'outil informatique généralisé dans le fonctionnement social contemporain à quelque échelon que ce soit ? Etonnant ! Alors que les Rapports pullulent depuis plus de 20 ans, que de très expérimentés lanceurs d'alerte se font

entendre et que, de toutes manières, l'invasion informatique a commencé dès les années 1950, sournoise, discrète et bon enfant.

Au début l'Informatique fut présentée comme la « bienfaitrice » des administrations, l'archange du travail de bureau...avec quelques extensions pas du tout expliquées au commun des mortels ; l'outil chauffait, encombrant et bruyant. Mais en fait, tout cela n'était rien. La vraie révolution vint d'Asie dans la décennie 70 avec les Jeux, les images destinés aux loisirs et aux enfants ; par ces générations montantes - tous ceux entre 5 et 25 ans - l'informatique pénétra de manière palpable les foyers, les familles des pays développés, puis tous les autres : Vive Mario ! Les attractifs procédés envahirent sans complexe tous les moyens de savoirs et de communications. L'histoire est d'une merveilleuse simplicité.

De nos jours, Mark Zuckerberg, patron du gigantesque *Groupe Meta*, nous promet sur son site *Instagram* « une ère de prospérité illimitée » grâce à « l'auto amélioration rapide et constante » de l'Intelligence Artificielle. Il ajoute « la super-intelligence est en vue », et d'après ses prévisions, soutenues par les financiers qui accompagnent cette entreprise, elle dépassera les capacités du cerveau humain. *L'IA générale* est déjà en route, sans que le pauvre humain si lent, hésitant et aveugle, s'en rende vraiment compte. C'est le même phénomène, la même technique de communication que pour la fameuse *Mondialisation* qui devait apporter le bonheur universel à une humanité déjà déboussolée par l'obsession financière et la rentabilité d'une planète exténuée.

Le très brillant Mark n'est pas le seul : ils sont ainsi un rutilant quarteron de surdoués hyper lucides qui, avec leurs logiciels de productivité, personnaliseront sous peu les mécanismes de *la super intelligence*. Où est le timbre-poste dans tout cela ? Le bistrot où l'on papote ? Et tous les petits agréments de vies tranquilles loin du raffût des Datas ? On ne sait trop, d'autant que ces super types n'évoluent que dans des lieux super barricadés comme Fort Knox. À moins que ce ne soit la Cité magique de Yiwu au sud de Shanghai.

Les lunettes intelligentes de RayBan nous feront voir la vie en rose sans effort. Nous contemplerons tous les buildings trop hauts à peine plantés sur les sables de déserts où le dromadaire n'a plus soif, car il avale toutes les trois semaines une pilule hydratante lui permettant de trimbaler des millions de Chinois affamés d'exotisme imaginaire dans un désert habilement bétonné pour que les dunes ne changent pas de place.

La Méditerranée est tellement polluée et impraticable pour l'ancestral bain de mer qu'on la videra afin de voir les ruines du légendaire effondrement volcanique de Santorin et l'on construira une géante piscine mondiale à la place, sans ordures, déchets d'hydrocarbures et millions de carcasses de

divers métaux issus des guerres perpétrées pas des humains archaïques dénués d'I.A....Monde merveilleux s'il en est...

Mieux : désormais les enfants n'auront plus besoin « d'apprendre », notamment avec des professeurs, car le savoir dont ils auront besoin devenus adultes programmés en fonction des besoins collectifs, leur sera dispensé par une I.A. hyper calibrée, performante, peu coûteuse car amortie par sa rentabilité, sans cesse améliorée, indémodable, et toujours en avance sur le cerveau ordinaire. Néanmoins, avec ce qui reste de cerveau cognitif classique, l'humain pourra « débroussailler » les erreurs éventuelles, les exagérations marginales, débusquer les *a priori* idéologiques indésirables. La relation éventuelle entre élèves et enseignants pourra être remplacée par un dialogue entre intelligences artificielles. Les rescapés de l'époque actuelle, revendiquant toujours congés, retraite à 60 ans, meilleur salaire et sécurité médicale, seront versés au ramassage des emballages et des cartons qui traînent encore dans les rues des « villages historiques » que l'on ne peut gérer avec les moyens modernes.

Apocalypse lumineuse, échappée de méninges déjà colonisées mais qui, bizarrement, au début de leur démarche, ont fait un constat évident et indispensable à la gestion paisible des Nations : la Démocratie ne peut exister et s'exercer qu'au sein d'Economies saines ; *on ne peut gouverner en paix dans la pauvreté* : on ne peut être durable en Démocratie que dans la réussite économique.

Les révoltes, les révolutions, les guerres sont de terribles catastrophes dont les peuples mettent des décennies à se remettre. La France a empilé depuis 1789 nombre de révoltes et de révolutions – dont elle a d'ailleurs exporté les beaux imaginaires dans le monde entier – qu'elle s'est progressivement un peu plus appauvrie à chaque fois. Malgré ses performances dans la créativité et l'invention, il ne faut jamais oublier que ce pays, ce peuple insoumis a été envahi et vaincu quatre fois en 120 ans (1815, 1870, 1914, 1940) et à chaque fois sous des prétextes bien dérisoires, inconséquents.

Pourquoi pas, alors, ne pas s'en remettre à une I.A. raisonnable ?

Les principes traditionnels de la Démocratie libérale tels que nous les vivons et pratiquons semblent de plus en plus impuissants à réguler la vie collective, aménager les divergences d'opinions, l'art de la discussion et de la conciliation. La montée de la violence, de toutes les violences, semble inéluctable, dans tous domaines et à tous niveaux. Cela va du banal refus individuel d'obtempérer à l'élimination pure et simple des groupes entiers. La pauvreté introduit la violence, tout comme les criantes inégalités, les ratages administratifs et gouvernementaux donnés en spectacle constant par des médias dont le principal gagne-pain est le malheur généralisé.

La seule parade, elle aussi générale, est *la Peur* ; entre gouvernants et gouvernés ; la non- confiance, le danger potentiel ou réel sont permanents. Le danger est partout et tout le temps : l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, les aliments industrialisés, le sucre, le sel, la viande, les huîtres, le vin, le lait nous empoisonnent. La terre est instable, montagnes, volcans, tsunamis nous guettent été comme hiver ; camions, bus et voitures sont des outils mortels, les trains déraillent, les avions tombent, les bateaux coulent, les armes pullulent comme dans les feuilletons télévisés, les voisins sont paranos, les ados meurtriers, les médecins absents, la grippe, les insectes, la bronchiolite, le cancer, la covid, guettent chez soi comme dans la rue ou le métro, même les lieux de loisirs sont mortifères. On se demande comment les générations précédentes ont réussi à survivre.

Le spectacle de la haine et de la violence immédiate est permanent. Les gouvernants ont peur des gouvernés et ces derniers se méfient des gouvernants. Le fil de la confiance est rompu depuis longtemps. Le recours à des robots doués de raison, à des Intelligences pacificatrices peut-il être un remède ? Mais encore faudra-t-il que les humains chargés de les concevoir et de les mettre en œuvre, aient eux-mêmes l'ambition de la paix et de modes de vie honorables. Ce qui n'est pas sûr du tout. Car les machines ne savent rien et ne décident rien : *ce sont les humains qui décident*. Thomas More ou le gibet, François d'Assise ou la guerre, Rousseau ou le goulag ?

Au-delà des tergiversations et des angoisses contemporaines, il y a *un impératif désormais incontournable*, pour retrouver une esquisse de sérénité démocratique.

L'outil politique (au sens originaire : la gestion de la Cité) est devenu trop instable, discrédité et confus. À la limite, il est inutile et encombrant Il faut donc le recomposer et le canaliser vers des domaines non pénalisants. La gestion politique par la culpabilisation usée jusqu'à la corde est devenue insupportable.

La bonne recette – avec ou sans Intelligence Artificielle – est de *disjoindre l'autorité politique de la réussite économique*. La réussite financière et matérielle a peu à voir avec le mode de gouvernement qui a la charge de l'ordre social. Depuis un demi-siècle, la France s'est *autodétruite* en changeant l'orientation économique à chaque élection nationale, parlementaire ou présidentielle. Il n'y a donc eu très peu d'ambitions de long terme.

Parmi ces objets laissés sur le bord des incertaines routes électorales, *la souveraineté informatique*, malgré des innovations de qualité, est restée en retrait, muette, orpheline d'un Ministère dédié, bien financé, avec des objectifs raisonnables mais solides sur le long terme, capables de rivaliser avec ces GAFAM maintenant détestées.

La bonne recette vient de la Zone Pacifique, d'Asie, initiée dès les années 1960/70, sous deux pratiques à la fois différentes idéologiquement mais

semblables économiquement. À peine indépendants ( au 2<sup>ème</sup> essai en 1965), les Singapouriens font le choix d'une République multiculturelle stable, avec des leaders démocratiquement élus, assortie de la reconquête de sa prospérité financière et marchande sur des critères d'économie libérale hérités de sa longue expérience sous égide britannique. En trente années, en demandant aux citoyens un comportement conforme aux principes de paix sociale nécessaire à la prospérité, soutenus par une éducation performante inspirée des méthodes nord-américaines d'épanouissement personnel, la Cité-État est dans le peloton des cinq premiers ports mondiaux, des dix premières économies mondiales.

Peu de temps plus tard, la Chine Populaire, sous l'égide du premier secrétaire Deng Xiaoping, dont le slogan est « le socialisme n'est pas la pauvreté », entreprend à partir de 1977, après les terrifiants échecs du Grand Bond en avant puis de la Révolution culturelle, de libérer l'économie du carcan idéologique et d'entreprendre une refondation complète des systèmes de formation, d'entreprise et d'industrialisation. L'astuce de l'essor a été de viser les biens que réclame le monde entier, en les obtenant à moindre prix, quelque soient les méthodes employées. En trente années la Chine est devenue l'usine du monde, et ambitionne désormais d'en devenir le leader tous azimuts.

La méthode est donc simple (du moins en théorie) : détacher les outils économiques des choix strictement politiques, laisser les entrepreneurs entreprendre, les délivrer des corsets fiscaux et administratifs, tout en encadrant les réussites dans des règles claires de crédibilité, de probité et de loyauté.

Est-ce atteignable dans un pays tel que la France, avec ses vieilles habitudes et ses tics d'indiscipline ? Nombre de pays de la Zone Pacifique ont emboité le pas, ceux dits « émergents » telles l'Indonésie ou les Philippines, ou bien ceux qui se sont dégagés de l'emprise des méthodes héritées des ex-Empires coloniaux, mais sans pour autant les renier, telles l'Australie, l'Inde, le Kenya, la Nouvelle Zélande.

Certes, ces exemples peuvent laisser fort sceptiques et prêter le flanc à de vives critiques. Mais la recette est là et fait ses preuves : se sortir du marasme postcolonial en gommant les oppositions inutiles, les plus dévastatrices, arrêter de végéter dans l'assistance financière, le renflouement onusien et en se donnant les moyens de progresser. C'est la fameuse recette « au lieu d'envoyer du poisson congelé aux nécessiteux, envoyons leur des cannes à pêche et des appâts ».

L'ultime question, peut-être la plus importante, car juridique (et philosophique ?) afin de recréer et renforcer la Démocratie est celle de *la Légitimité*.

Une Assemblée ou un individu peuvent être portés au pouvoir tout à fait légalement, c'est à dire en conformité avec les règles imposées par la Loi ou

une Constitution. Ils détiennent le pouvoir (ou Un pouvoir) de manière légale. Avec ou sans I.A., manipulation ou ingérence étrangère. La « façade » est légale. Mais pour autant ils ne sont pas forcément ressentis comme *légitimes* par la population ou une partie de l'opinion, au regard de l'acceptation d'oppositions dans le jeu démocratique. C'est en ce sens qu'Emmanuel Kant considérerait qu'une Démocratie s'autodétruit en permanence, à peine élue. Tocqueville reprit d'ailleurs ce constat (*L'Ancien Régime et la Révolution*) et suggéra des parades institutionnelles.

La Légitimité, au-delà de la stricte légalité – obéir aux lois – doit être acceptée comme juste, considérée comme équitable, nécessaire et bienvenue. Elle renforce la Légalité, ou bien elle peut l'anéantir si elle en diverge. C'est *l'alliance subtile de ces deux qualités* qui construit la stabilité d'un pouvoir, au-delà des divergences électorales, ou bien l'affaiblit irrémédiablement jusqu'à son renvoi ou sa mise en minorité.

Un pouvoir - quel qu'il soit – peut être légal sans être ressenti comme légitime. Inversement un pouvoir peut être légitime sans avoir été légalement porté au pouvoir. Les exemples de ces différents cas de figure sont légion dans l'espace politique : le « chef » mal vécu aura souvent recours à la force pour se maintenir, ou plus sagement, à des mesures satisfaisantes pour l'opinion. Un leader de résistance ou de guerre victorieuse peut être porté au pouvoir en dehors de toute procédure légale et il devra avoir recours à une légalisation ultérieure pour être tout à fait solide et durable.

Au-delà des individus, ce sont les actions et les modes de pouvoir qui déterminent l'avenir de l'autorité collective : l'action violente, la révolte peuvent, en étant illégales, être ressenties comme légitimes, libératrices d'une oppression. Il faudra alors recréer un cadre légal capable de stabiliser l'ensemble social. Une action, un projet légal sont à bannir s'ils sont analysés illégitimes, sans rapport avec ce que désire la population ou le groupe gouvernemental. Là est tout le problème et la fragilité du principe de Démocratie : accepter et gérer la contradiction, tout en visant la plus large acceptation possible.

Car *c'est la durée qui crée le pouvoir* et non l'improvisation. Le triomphe d'une victoire flamboyante s'efface très vite face aux réalités. L'indécision du vainqueur crée la confusion. La solidité éventuelle de ce qui existait avant lui exige autorité, compréhension du terrain social réel, de l'environnement stratégique avec lequel il lui faudra compter.

Donc l'avenir est là : un avenir technologique non dévastateur, constructif d'une société rajeunie sur le long terme ne dépend pas des nouveaux outils qui, tels qu'ils sont, doivent s'insérer dans la vie du plus grand nombre. L'enjeu primordial de l'avenir est surtout démographique : les sociétés dans la mouvance de la démocratie classique maintiennent leur existence avec une population vieillissante. Un tiers des Japonais a plus de 55 ans. Il en sera de

même pour la plupart des démocraties européennes, lesquelles subissent aussi une dénatalité pénalisante dans bien des domaines immédiats et surtout pour l'avenir. Comment bâtir l'innovation, l'enrichissement, la croissance ? Quant aux immigrés, chargés de remplir les vides, encore faut-il avoir l'ambition de les orienter et les former au service de l'essor collectif. Les machines vont être tellement intelligentes, aura-t-on encore besoin des humains, et en quelle quantité ?

*Tout système socio-économique est une chaîne globale* : Depuis plus de 50 ans, une société de confort a été protégée en sacrifiant la productivité économique ; or ce confort social ne peut être financé que par les profits de l'activité économique, industrielle, agricole et commerciale. L'éducation et l'imagination créatrice doivent aussi être mobilisées. Sinon ce sera la mort cérébrale, une nation transformée en parcs touristiques et les citoyens en gardiens de Musées. Cela est déjà commencé. Les réformes indispensables n'aboutissent jamais faute de clairvoyance et de volonté sur le moyen terme, bloquées par de prochaines et pathétiques élections, illustrations de la vacuité ambiante. Il serait urgent de « retourner aux Fondamentaux » : éduquer, instruire, mettre aux maths et à la science appliquée, pour « un jour » rivaliser avec ceux qui dévorent les souverainetés rêveuses.

Il n'y a pas de souveraineté sans ambition ni de liberté sans règles stables. L'enjeu est de trouver et construire les équilibres indispensables. La guerre informationnelle n'est pas un problème de machines. Elle est d'abord un problème d'intentions, de stratégies collectives et de psychologie sociale qui donnent un sens à l'acte de gouverner. La valse des Ministres ne sert à rien, use toute crédibilité. L'ordre sociétal relativement uniformisé, parce qu'il y a un effet de masse qu'on ne peut éluder, permet une harmonisation des objectifs à atteindre pour continuer l'éventuel chemin de la réussite.

La question demeure. Une formulation ravageuse éclaire le chantier : « Le suffrage universel porte au pouvoir des gens incapables d'exercer le pouvoir », or le changement avance très vite et nous évoluons trop lentement.